



Confédération paysanne

Syndicats pour une Agriculture paysanne et la défense de ses travailleur-euses



Communiqué de presse

Bagnolet, le 17 mars 2025

Soutien aux agent-es de l'OFB : pour des contrôles justes, indépendants et dotés de moyens

Alors que l'Office Français de la Biodiversité (OFB) fait face à des attaques et pressions grandissantes de la part de la FNSEA et de la Coordination rurale, la Confédération paysanne tient à rappeler que tous les paysan-nés ne sont pas opposé-es à l'existence de contrôles environnementaux. Nous revendiquons au contraire des services de l'État dotés de moyens suffisants pour exercer leurs missions dans des conditions sereines, justes et au bénéfice de toutes et tous.

Le contrôle des pratiques agricoles et la préservation des ressources naturelles sont des enjeux majeurs pour l'avenir de l'agriculture et des territoires ruraux. Nous rappelons que ce sont bien les paysan-nés qui sont les premiers touché-es par l'application des pesticides et par les effets du dérèglement climatique.

La pression mise sur les agent-es de l'OFB ne fait qu'accentuer la pression sur les paysan-nés. Il est primordial que les inspections restent indépendantes et soient réalisées avec des moyens adéquats, plutôt que de chercher à restreindre leur champ d'action sous couvert de "simplification" administrative.

Nous refusons que la réglementation environnementale soit affaiblie au profit d'une agriculture industrielle qui met en péril les exploitations paysannes, et nous agissons pour que les normes, notamment sanitaires, soient adaptées aux pratiques de l'agriculture paysanne notamment celles en élevage plein air.

Nous rappelons que les crispations autour de la question des contrôles et des normes environnementales viennent du fait que ces dernières s'ajoutent à une précarisation grandissante du monde paysan. Il est donc indispensable de s'occuper de la question du revenu paysan en priorité, plutôt que s'attaquer aux agents de l'OFB qui ne sont en rien responsables du système économique qui nous écrase.

Face à l'instrumentalisation politique des contrôles agricoles, nous demandons :

- un renforcement des moyens humains et financiers des services de l'État, notamment de l'OFB, pour assurer un contrôle juste, pédagogique et humain,
- l'indépendance des inspections, sans ingérence des syndicats dominants,
- la reconnaissance du rôle essentiel de la police de l'environnement dans la préservation des terres agricoles, de la qualité de l'eau et des milieux naturels.

La Confédération paysanne réaffirme sa solidarité avec les agent-es de l'OFB qui remplissent leurs missions de service public avec trop peu de moyens et sous des pressions indignes.

Contacts :

- Laurence Marandola, porte-parole nationale : 06 31 66 10 83
- Thomas Gibert, secrétaire national : 06 65 24 66 44
- Caroline Nugues, chargée de communication : 06 95 29 80 78